

02 _ 2022

ÉTUDE

Les Européens et l'euro

La perception de
la monnaie unique
vingt ans après son adoption

_Paul Cébille
_Théo Verdier

Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS

Paul Cébille est chargé d'études senior à l'Ifop et membre de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès.

Théo Verdier est codirecteur de l'Observatoire Europe de la Fondation Jean-Jaurès et vice-président du Mouvement européen – France en charge des campagnes d'opinion.

Introduction

Le 18 février 2002, l'euro devient la seule monnaie utilisée sur le sol français, après une courte période de transition qui débute le 1^{er} janvier de la même année. La monnaie unique circule alors dans douze pays européens : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal. Ils seront seize en 2009 puis dix-neuf en 2015 avec l'adoption de l'euro par la Lituanie, dernier pays en date à avoir adopté la devise de l'Union européenne.

L'introduction de l'euro constitue la fin du cycle de relance de la construction européenne ouvert avec l'adoption de l'Acte unique européen en 1986 et avant le rejet du projet de Constitution en 2005. Entre 1986 et 2004, les citoyens européens voient l'Europe changer de visage sur le plan politique, avec la ratification du traité de Maastricht en 1992 et l'entrée des pays issus de l'ex-bloc soviétique. Ils expérimentent également des transitions dans leur vie quotidienne, avec la libre circulation en 1995 puis le passage à l'euro.

Outil économique, l'instauration de la monnaie unique s'accompagne du développement de la Banque centrale européenne (BCE). Moyen de paiement commun à l'ensemble des Européens, l'euro vise également à renforcer le sentiment d'appartenance des citoyens au projet européen. À cet égard, on note qu'il bénéficie aujourd'hui d'un fort soutien populaire¹.

Toutefois, les citoyens européens n'ont pas accueilli l'introduction de l'euro sans réticences. Lors de son processus de création, tout d'abord, en Allemagne et au Danemark (sans parler du Royaume-Uni), l'abandon de la devise nationale est vu d'un mauvais œil. Par la suite, au cours de la crise financière de 2008 et dans les années qui suivent, la monnaie unique

devient le symbole visible et matériel d'une méfiance émergente vis-à-vis de l'Union européenne dans les États les plus fragiles économiquement que sont alors la Grèce, Chypre, l'Italie ou encore le Portugal.

Le rapport des Européens à la monnaie unique constitue un objet d'étude complexe et passionnant en ce qu'il mêle des éléments politiques – la vision du projet européen, la crainte d'une perte de contrôle sur la politique économique nationale –, identitaires, car la monnaie est une matérialisation concrète d'une vie en communauté, et purement économiques, dans la perception contrastée qu'en ont les pays européens selon leur niveau économique ainsi que les citoyens selon leur niveau d'études ou de revenus. Au moment de ses vingt ans, nous proposons d'étudier la vision des Européens de la monnaie unique à travers deux axes :

- historique, par l'étude de l'évolution du rapport des Européens à la devise européenne dans le temps, et notamment durant ses diverses crises ;
- national et social, par l'étude des divergences qui tendent la société européenne dans sa relation à sa monnaie, notamment sous l'angle des différences d'âge, de revenus ou encore de niveau d'études des Européens.

Nos travaux s'inscrivent dans un contexte particulier. Depuis la première vague épidémique de mars 2020, l'Union est entrée dans une période de transition rapide dont le résultat est encore imprévisible. En premier lieu, les règles budgétaires du pacte de stabilité ont été suspendues. Leur révision est en débat et il est possible que la prochaine mouture de ces règles vise *a minima* à créer des conditions favorables au financement de la transition écologique. La politique de rachat de dettes de la Banque centrale européenne a permis aux États membres d'amortir l'impact économique et social de la pandémie. Enfin,

1. Voir le deuxième chapitre, p. 5-13.

le plan de relance européen a été rendu possible par la levée d'emprunts communs, dont les remboursements pourraient s'effectuer *via* la création de nouvelles ressources proprement européennes.

Ces changements vont dans le sens d'une nouvelle étape de la fédéralisation des politiques budgétaires et monétaires par la création de capacités d'emprunt et de nouveaux impôts propres à l'Union européenne. Cet approfondissement de la construction européenne pose la question de la perception qu'en ont les citoyens européens. Quel regard portent-ils sur la monnaie unique ? Envisagent-ils son développement comme réversible ? L'europanisation des politiques économiques et budgétaires a-t-elle conservé sa force d'attraction face aux nouveaux défis de l'après-crise sanitaire et du réchauffement climatique ?

Nos travaux s'inscrivent également dans la temporalité spécifique de la campagne présidentielle

française. La question d'une sortie de la France de la zone euro avait agité la campagne de 2017 à travers le programme de Marine Le Pen. S'alignant sur la perception majoritairement positive que les Français ont de la monnaie unique, la candidate du Rassemblement national a modifié ses projets. En 2022, si aucun des principaux candidats d'opposition ne propose de revenir à une monnaie nationale, la plupart promettent de développer une relation d'ordre conflictuel entre la France et l'Union européenne. Et ce, tant à gauche *via* Jean-Luc Mélenchon qu'à droite et à l'extrême droite avec Valérie Pécresse, Éric Zemmour et Marine Le Pen. C'est pourquoi ces travaux posent également la question du rapport des Français à l'euro vingt ans après son adoption. La perception de la monnaie unique ne manque pas d'influer sur le volet européen des programmes et des débats de la campagne présidentielle.

De 1992 à aujourd'hui, une vision contrastée de la création de la monnaie unique à travers l'UE

Si l'idée de monnaie unique ne naît pas uniquement avec les traités, c'est en 1992, avec le traité de Maastricht, que le débat sur ce sujet s'invite dans les opinions publiques européennes. Une mesure de l'enquête Eurobaromètre d'octobre 1992 permet d'avoir une vision détaillée de l'opinion des Européens sur la création de ce qui est appelé « la monnaie unique, l'euro² ».

Le paysage politique que l'on observe à l'époque diffère quelque peu de l'opposition Nord/Sud de la zone euro qui se développera par la suite à l'occasion de la crise financière puis de celle des dettes souveraines entre 2008 et 2011. Si les Italiens, les Grecs ou les Irlandais sont largement favorables à l'euro, les Français ou les Portugais semblent moins enthousiastes. 59 % des Français comme des Portugais soutiennent l'idée d'une monnaie unique, alors que les Néerlandais, qui font figure d'orthodoxes budgétaires aujourd'hui dans les négociations autour des questions européennes, sont à l'époque 61 % à y être favorables.

L'enseignement principal de ce sondage n'est alors pas le large rejet des Britanniques ou celui des Danois – qui viennent alors de refuser le traité de Maastricht par référendum –, mais bien l'absence de soutien des Allemands. Seuls 36 % des citoyens de la première économie européenne se déclarent favorables à la création de l'euro. Des sondages réalisés

une fois l'adhésion de leur pays actée en 1995 montreront qu'Autrichiens et Finlandais s'opposaient également à la monnaie unique jusqu'à sa création³.

Un sondage de 1998 montre toujours une large opposition des Allemands à l'introduction de l'euro, à seulement quelques semaines du lancement de la monnaie unique. 58 % y déclarent rejeter l'introduction de l'euro le 1^{er} janvier 1999 alors que seuls 30 % y sont favorables⁴. Cette opposition des Allemands n'est alors pas idéologique – l'Eurobaromètre montre d'ailleurs un soutien majoritaire de 1990 à 1992⁵ –, mais portée par la crainte à la fois d'une instabilité monétaire de l'euro par rapport au Mark, et d'une diminution du niveau de vie, notamment de celui des retraités. Des raisons qui, nous le verrons, ont entraîné le rejet de l'euro ailleurs en Europe.

Ces craintes, les Allemands ne sont pas les seuls à les partager. Un sondage réalisé en 2001 pour le compte du ministère grec de l'Économie témoigne de l'inquiétude des Grecs face à l'introduction tardive de l'euro. 84 % d'entre eux anticipent une vie quotidienne rendue plus difficile avec la monnaie unique et 75 % craignent des spéculations et des fraudes⁶. Cela montre que, même dans les pays les plus favorables à l'idée de monnaie unique pour les avantages macroéconomiques apportés, des doutes profonds subsistent quant à sa viabilité et à ses conséquences.

2. Commission européenne, Eurobaromètre, terrain : septembre-octobre 1992.

3. Données agrégées des Eurobaromètres EB34 à EB76 publiés entre 1990 et 2011.

4. « Mehrheit der Deutschen gegen den Euro », *Der Tagesspiegel*, 13 février 1998.

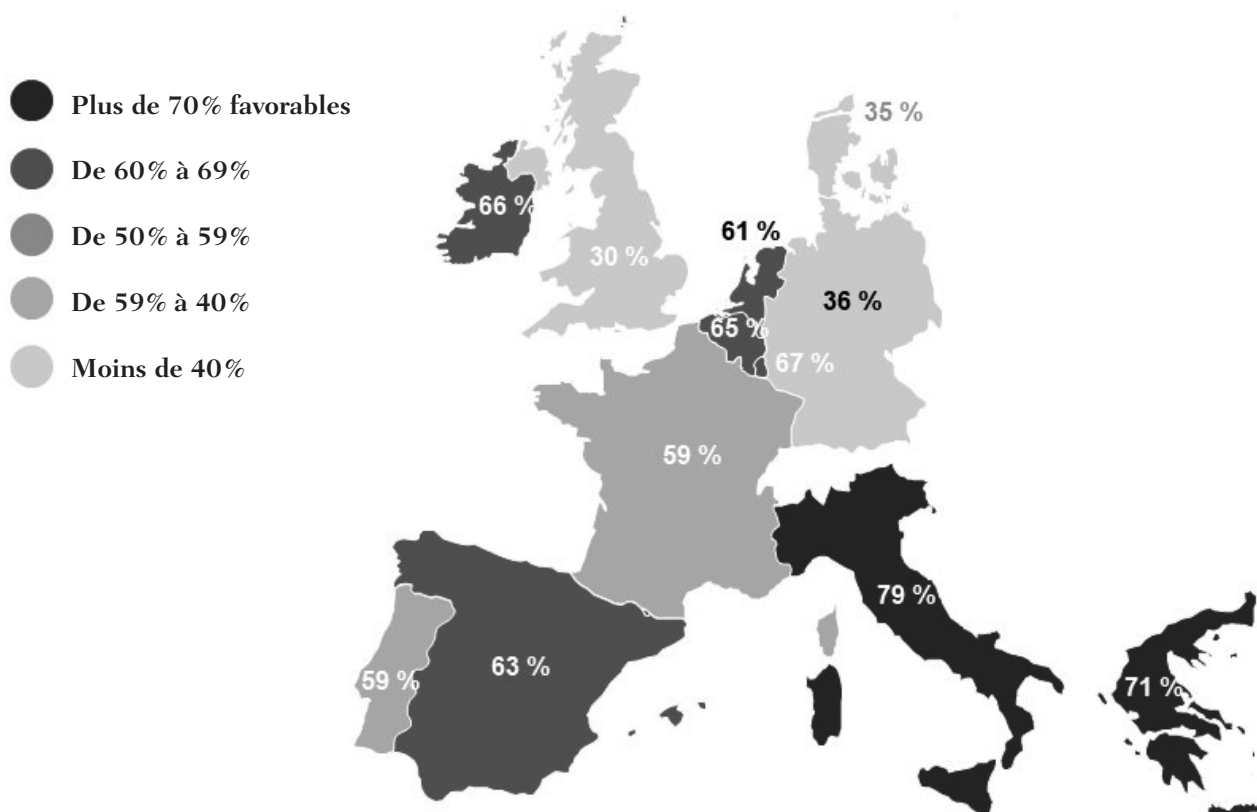
5. Données agrégées des Eurobaromètres EB34 à EB76, *op. cit.*

6. Sondage ICAP pour le ministère grec de l'économie réalisé en septembre 2001 auprès d'un échantillon de 1 200 Grecs.

Bien que majoritairement favorables à l'introduction de l'euro, les Français se montrent eux aussi particulièrement sceptiques, voire désabusés concernant le changement qui intervient le 1^{er} janvier 2002. Dans

un sondage BVA de 1998, seuls 36 % d'entre eux pensent que l'introduction de l'euro améliorera leur vie quotidienne, un doute partagé par l'ensemble des catégories sociales⁷.

Carte n° 1. Soutien à la création d'une monnaie unique en 1992



Source : Commission européenne, Eurobaromètre, terrain : septembre-octobre 1992.

7. Sondage BVA – BFM – Paris Match réalisé les 17 et 18 avril 1998 par téléphone auprès d'un échantillon de 1002 personnes, représentatif de la population âgée de 15 ans et plus.

Les Européens et l'euro : un soutien majoritaire malgré des divergences sociales et nationales

Une pandémie qui a renforcé le soutien à l'euro

Interrogés sur leur perception de l'euro dans une enquête Eurobaromètre menée en octobre 2021, 69 % des citoyens des dix-neuf États de la zone euro déclaraient qu'avoir la monnaie unique était une bonne chose pour leur pays⁸. Ce soutien actuel d'une majorité des Européens s'inscrit dans la durée. En effet, une majorité des répondants de la zone euro (57 %) affirment que l'euro est une bonne chose pour leur pays si l'on établit la moyenne des résultats collectés depuis plus de dix ans.

La perception positive de l'euro suit une tendance haussière depuis la crise financière de 2008 (47 % d'opinions positives). Elle est désormais partagée par près de sept habitants de la zone euro sur dix (69 %) en 2021. Et ce, dans le contexte d'une opinion positive renforcée au cours de la crise sanitaire, avec 5 points supplémentaires entre 2018 et 2021, 13 points au total entre 2016 et 2021.

Tableau n° 1. Perception de l'euro dans les États membres de la zone euro entre 2008 et 2021⁹

	Avoir l'euro est une bonne chose pour votre pays
Juillet 2008 (EU15)	47 %
Octobre 2010 (EU16)	51 %
Octobre 2012 (EU17)	55 %
Octobre 2014 (EU18)	56 %
Octobre 2016 (EU19)	56 %
Octobre 2018 (EU19)	64 %
Octobre 2021 (EU19)	69 %

Source : Commission européenne, « Eurobaromètre flash 501 », rapport publié en décembre 2021, p. 6.

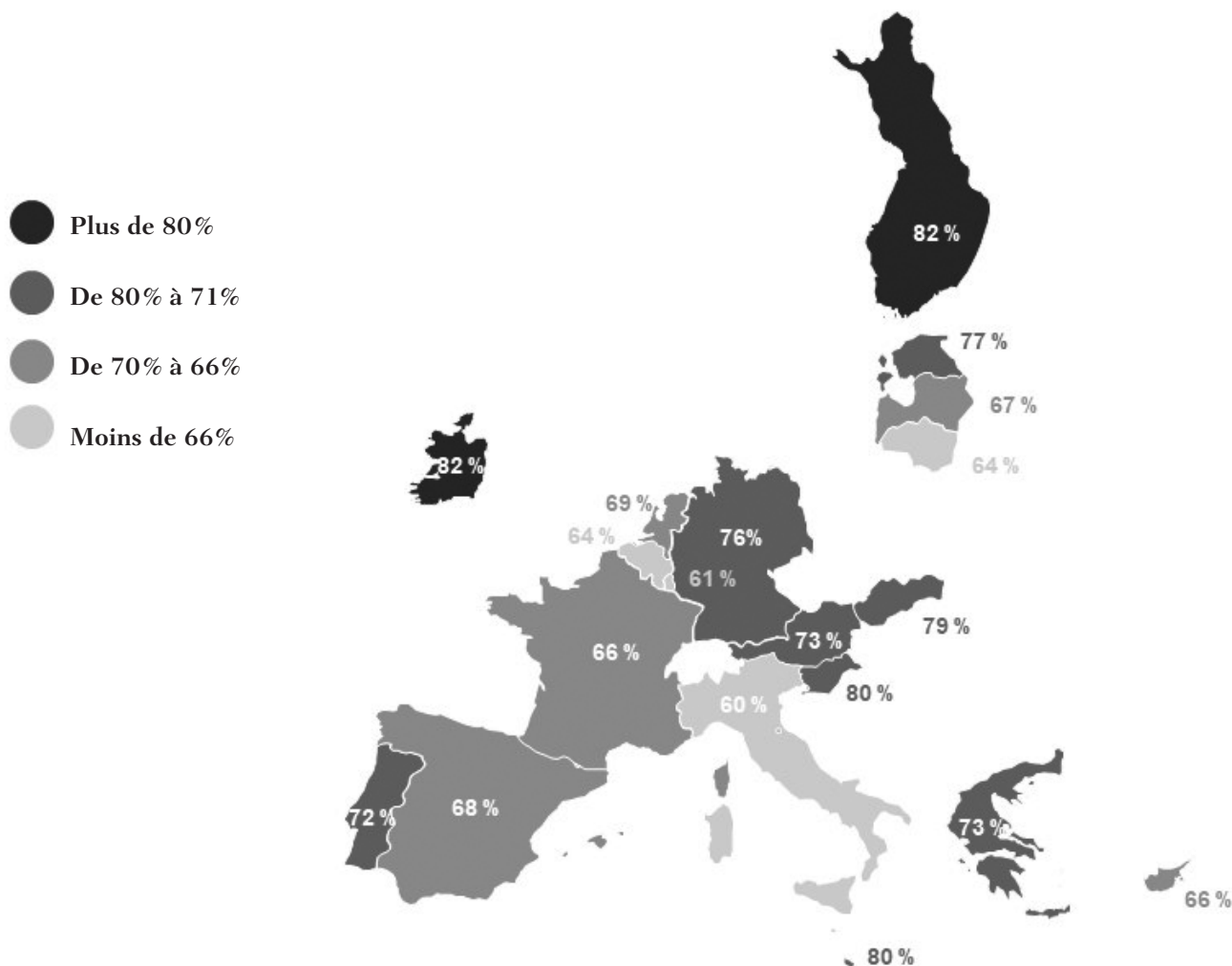
Si la majorité des habitants de la zone euro jugent que la monnaie unique est une bonne chose pour leur pays, leurs points de vue divergent toutefois dans le cadre d'une lecture nationale. Une différence de 22 points sépare ainsi l'Italie (60 %) de l'Irlande et de la Finlande (82 %).

On identifie des dynamiques communes en analysant ces résultats selon le niveau économique des États. Un premier groupe se compose des États aux plus hauts niveaux de revenus. Leurs populations tirent un bilan positif de la monnaie unique de manière ultramajoritaire, avec l'Irlande (pays au deuxième rang du classement européen du PIB

8. Commission européenne, « Eurobaromètre flash 501 », terrain : octobre-novembre 2021.

9. La question posée était : « D'une manière générale, pensez-vous qu'avoir l'euro est une bonne ou une mauvaise chose pour votre pays ? » (total « une bonne chose »).

Carte n° 2. Perception de l'euro dans les dix-neuf États membres de la zone euro en 2021¹⁰



Source : Commission européenne, « Eurobaromètre flash 501 », terrain : octobre-novembre 2021.

par habitant), la Finlande (neuvième rang), l'Allemagne (septième rang) ou encore l'Autriche (cinquième rang). Deux États à hauts niveaux de revenus font figure d'exception, le Luxembourg (61 % de ses citoyens pensent que l'euro est une bonne chose) et les Pays-Bas (69 %), qui demeurent moins enthousiastes vis-à-vis de la monnaie unique.

Un deuxième groupe se caractérise par sa forte adhésion à l'euro. Ce sont les États les moins riches de la zone euro : la Grèce (pays au vingt-sixième rang dans le classement européen du PIB par habitant en 2020), la Slovaquie (quatorzième rang) ou encore Chypre (quinzième rang¹¹).

10. La question était : « D'une manière générale, pensez-vous qu'avoir l'euro est une bonne ou une mauvaise chose pour votre pays ? » (total « une bonne chose »).

11. Voir « Produit intérieur brut par habitant dans l'Union européenne. Données annuelles de 2010 à 2020 », Insee, 5 juillet 2021.

Le milieu de tableau sur le plan du revenu par habitant au sein de la zone euro (Italie, Espagne, France, Belgique) se retrouve dans une perception majoritairement positive de l'euro. Celle-ci reste toutefois modérée au vu des résultats des pays voisins. D'autres critères que le revenu des individus, d'ordre politique et culturel, sont bien sûr à prendre en compte. Ainsi, ces États sont aussi pour partie d'entre eux ceux où la population déclare le plus continuer à convertir les prix en euros dans son ancienne monnaie nationale : c'est le cas de 34 % des Belges, 31 % des Français, 28 % des Italiens, 23 % des Espagnols, contre 12 % des Finlandais et 11 % des Irlandais, par exemple¹².

Un soutien variable au sein de la population selon les facteurs économiques et politiques

Depuis le départ du Royaume-Uni de l'UE, tous les États membres hormis le Danemark ont vocation à rejoindre la zone euro. L'Eurobaromètre standard teste le soutien à l'Union économique et monétaire (UEM) et à l'euro dans les vingt-sept États membres, même ceux qui n'ont pas encore la monnaie unique. Nous utilisons ces données pour étudier le rapport qu'entretiennent les Européens à l'euro, non plus sur la base d'une distinction nationale, mais en adoptant une lecture sociodémographique. L'analyse porte sur l'UE dans son ensemble, ainsi que sur trois pays les plus peuplés de la zone euro et les plus importants économiquement : l'Allemagne, la France et l'Italie.

On retrouve des niveaux d'opinion favorables relativement comparables à ceux observés précédemment

(voir la carte n° 2), avec un soutien majoritaire à l'UEM de la part de sept Européens sur dix (70 %). Cette approbation est renforcée en Allemagne (82 %) et, de manière relative, moins importante en France (74 %) et en Italie (70 %).

Tableau n° 2. Soutien à l'Union économique et monétaire et à l'euro en 2021¹³

Union européenne	70 %
France	74 %
Allemagne	82 %
Italie	70 %

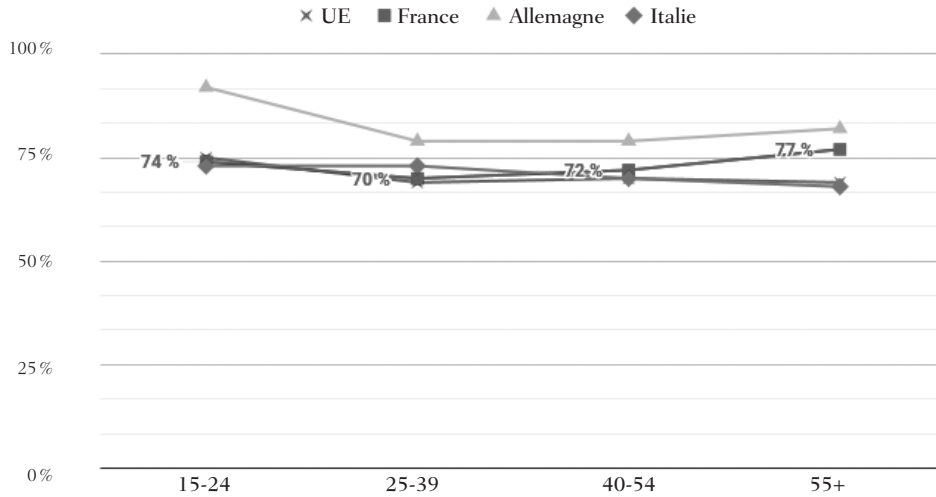
Source : Commission européenne, « Eurobaromètre standard 95 », terrain : juin-juillet 2021.

Le premier facteur testé est celui de l'âge. Les moins de 30 ans ont un souvenir faible, voire inexistant d'une période où la monnaie unique n'existait pas. Pourtant, si des divergences émergent selon l'âge des Européens, ce critère n'apparaît pas comme un facteur majeur de différenciation dans le soutien à la monnaie unique. 75 % des 15-24 ans dans l'UE disent soutenir l'UEM, contre 69 % des plus de 55 ans. À l'échelle nationale, les différences sont plus faibles en France, où 74 % des 15-24 ans et 77 % des plus de 55 ans déclarent être favorables à l'euro. En Allemagne, en revanche, la jeune génération a pleinement adopté la monnaie unique. 92 % des répondants entre 15 et 24 ans affirment soutenir l'Union économique et monétaire ainsi que sa monnaie, contre 79 % des 40-54 ans et 82 % des plus de 55 ans.

12. Commission européenne, « Eurobaromètre flash 501 », *op. cit.* La question était : « Aujourd'hui, lorsque vous faites des achats, avez-vous tendance à convertir le prix en euros dans votre ancienne monnaie nationale ? »

13. La question était : « Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre : "Une Union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro" » (total « pour »).

Graphique n° 1. Soutien à l'Union économique et monétaire et à l'euro selon l'âge en 2021

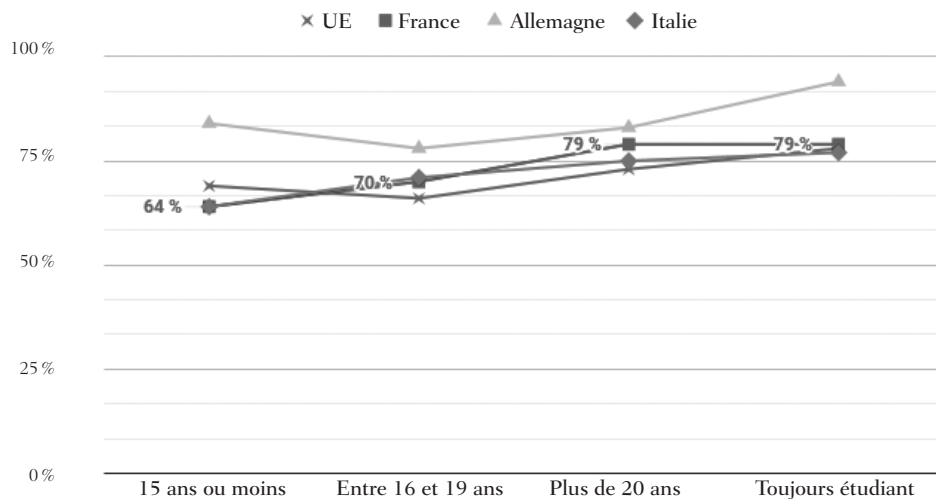


Source : Commission européenne, « Eurobaromètre standard 95 », op. cit.
 NB : Les chiffres indiqués sur la courbe correspondent à la France.

Le deuxième élément testé est le niveau d'études des répondants. Le parcours éducatif joue un rôle différenciateur relatif selon les pays. 66 % des Européens ayant fini leurs études entre 16 et 19 ans affirment soutenir l'UEM, contre 73 % des personnes ayant terminé leurs études après 20 ans, ce qui correspond à des études universitaires. Les personnes toujours étudiantes se caractérisent toutefois par une relation forte à l'euro (78 % de soutien à l'échelle européenne, 94 % en Allemagne).

En France et en Italie, cependant, la question du niveau d'études occupe une place relativement plus importante dans l'apparition de divergences d'opinion sur l'euro. Ainsi, en France, 64 % des personnes ayant terminé leurs études à 15 ans ou moins soutiennent la monnaie unique, contre 79 % pour les diplômés du supérieur, soit 15 points de différence. Des résultats similaires sont observés en Italie (11 points de différence).

Graphique n° 2. Soutien à l'Union économique et monétaire et à l'euro selon l'âge de fin d'études en 2021



Source : Commission européenne, « Eurobaromètre standard 95 », op. cit.
 NB : Les chiffres indiqués sur la courbe correspondent à la France.

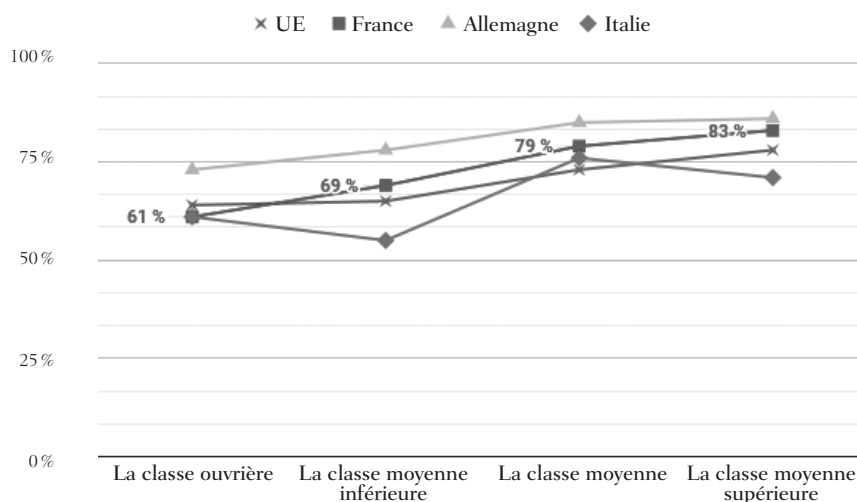
Mais le différenciateur sociodémographique le plus important est celui de la classe sociale à laquelle les Européens estiment appartenir. L'ensemble des catégories soutient majoritairement l'Union économique et monétaire et sa monnaie. Toutefois, ce résultat se limite à 64 % des Européens qui considèrent appartenir à la classe ouvrière et 65 % de ceux qui se rangent dans la classe moyenne inférieure, alors que 73 % de la classe moyenne et 78 % de la classe moyenne supérieure soutiennent la monnaie unique.

Parmi les trois pays testés, la France apparaît comme celui où les divergences sont les plus marquées (61 % d'opinions favorables de la part des citoyens estimant appartenir à la classe ouvrière, 79 % pour ceux se sentant appartenir à la classe moyenne) aux

côtés de l'Italie, avec un soutien qui chute à 55 % au sein de la classe moyenne inférieure dans ce pays. En comparaison, l'Allemagne affiche des taux de soutien à l'euro importants. Outre-Rhin, près de trois personnes de la classe moyenne sur quatre (73 %) se positionnent favorablement concernant l'UEM et la monnaie unique.

En outre, on note que le pouvoir d'achat constitue également un différenciateur. Selon l'enquête Eurobaromètre, 61 % des Européens déclarant avoir des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps soutiennent l'euro¹⁴. Ils sont 73 % (12 points de plus) au sein de la catégorie qui affirme n'avoir presque jamais de difficultés à faire face à ses charges financières.

Graphique n° 3. Soutien à l'Union économique et monétaire et à l'euro selon la classe sociale déclarée en 2021



Source : Commission européenne, « Eurobaromètre standard 95 », op. cit.
NB : Les chiffres indiqués sur la courbe correspondent à la France.

Le niveau économique des individus s'avère donc jouer un rôle majeur dans la perception de la monnaie unique. Si les Européens des catégories sociales aux revenus les plus faibles sont favorables à l'euro, un large contingent parmi eux demeure sceptique, voire critique. Ces résultats rejoignent ceux de l'enquête Ifop – Fondation Jean-Jaurès menée dans le cadre de ces travaux¹⁵. Interrogés sur leur souhait de

conserver ou non l'euro comme monnaie, les Français sont majoritairement en faveur du maintien de la devise européenne. Le facteur sociodémographique le plus différenciant est le niveau de revenus. Ainsi, 82 % des répondants des catégories aisées et 74 % de ceux appartenant à la classe moyenne supérieure souhaitent conserver l'euro, contre 55 % et 47 % des deux catégories les plus modestes.

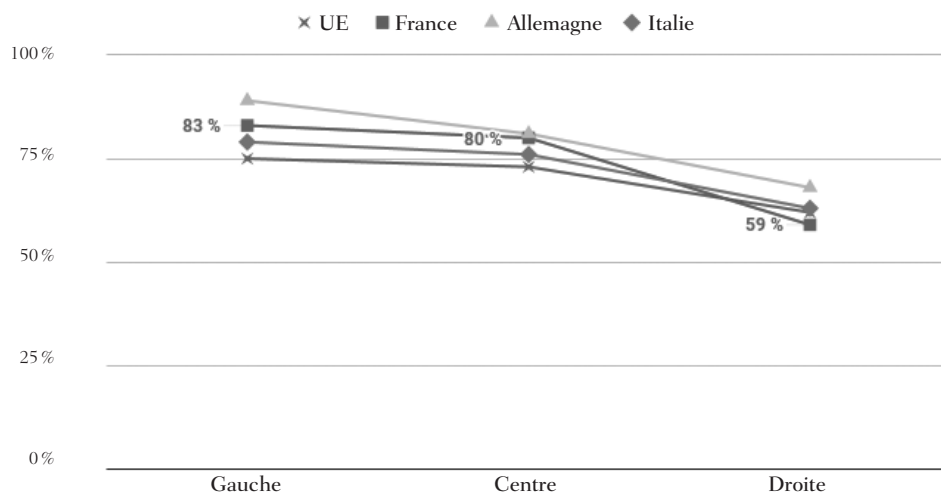
14. Commission européenne, « Eurobaromètre standard 95 », op. cit.

15. Résultats détaillés exploités plus en détail dans le quatrième chapitre, p. 19-26. Source : Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, « Les Français et les 20 ans de l'euro », étude menée auprès de 1 517 Français du 13 au 15 janvier 2022.

Enfin, on l'a vu, au-delà des aspects strictement économiques, les facteurs culturels et politiques jouent un rôle dans le rapport à la monnaie. Ainsi, le positionnement politique des Européens influe sur leur perception de l'euro. 75 % des Européens se déclarant à gauche et 73 % de ceux affirmant se positionner au centre soutiennent l'UEM, contre 62 %

à droite. Ce clivage est plus marqué dans les trois pays testés en Europe occidentale que dans la moyenne européenne. En France, seuls 59 % des répondants de droite sont favorables à l'euro, soit 24 points de moins que les Français de gauche. En Allemagne, 21 points séparent la gauche et la droite. En Italie, 16 points.

Graphique n° 4. Soutien à l'Union économique et monétaire et à l'euro selon le positionnement politique en 2021



Source : Commission européenne, « Eurobaromètre standard 95 », op. cit.
NB : Les chiffres indiqués sur la courbe correspondent à la France.

En définitive, le rapport à la monnaie unique peut s'analyser à travers une grille de lecture à plusieurs entrées. En premier lieu, les facteurs économiques tels que le niveau de vie et la classe sociale constituent des éléments déterminants dans la perception du volet monétaire et économique de la construction européenne. Vingt ans après son introduction, l'euro bénéficie du soutien de la majorité des Européens mais fait face à un défi d'ordre social : les divergences de vision entre les Européens les plus et les moins aisés. Les premiers sont de manière ultramajoritaire favorables à la monnaie unique, le résultat est bien plus nuancé chez les seconds.

En parallèle, l'aspect politique de la monnaie unique continue d'occuper une place importante dans la perception qu'en ont les Européens. Au-delà des facteurs économiques, soutenir l'Union économique et monétaire présuppose une attitude constructive vis-à-vis du projet européen. Or, les éléments générationnels (liés à l'âge) ou culturels (liés au niveau éducatif) influent sur celle-ci. Ces facteurs restent

toutefois moins importants que le positionnement politique des Européens : l'axe gauche-centre-droite continue d'influencer les débats relatifs à la construction européenne, dont l'euro compte parmi les réalisations les plus visibles.

Hors zone euro, une volonté prégnante d'adopter la monnaie unique

« L'Union établit une union économique et monétaire dont la monnaie est l'euro », énonce le traité de Maastricht signé en 1992. L'ensemble des États de l'UE – à l'exception formelle du Danemark, qui a obtenu une clause dérogatoire – ont vocation à rejoindre la zone euro une fois atteints les critères de convergence économique. Sept États membres de l'UE sont donc techniquement candidats à l'adoption

de la monnaie unique : Bulgarie, Croatie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchéquie et Suède. Le pays scandinave, bien qu'économiquement en mesure de rejoindre la zone euro, souhaite toutefois s'en abstenir depuis un référendum conduit en 2003 qui a vu le non l'emporter par 56 % des suffrages. À l'inverse, la Croatie et la Bulgarie semblent être les deux États les plus à même d'adopter la monnaie unique dans un futur proche. Leur entrée dans la zone euro est annoncée comme possible respectivement pour 2023 et 2024¹⁶, après leur entrée dans le mécanisme de taux de change européen en 2020¹⁷.

Vingt ans après la mise en circulation de la devise européenne, la vision qu'en ont les pays non membres de la zone euro nous éclaire à la fois sur la capacité d'attraction de l'Union économique et monétaire et sur ses perspectives de développement.

Tableau n° 3. Part des citoyens favorables à l'euro dans les sept pays de l'UE non membres de la zone euro entre 2015 et 2021¹⁸

% de personnes favorables à l'introduction de l'euro dans leur pays		
	Moyenne 2015-2021	Mai 2021
Tchéquie	31 %	33 %
Suède	36 %	43 %
Pologne	47 %	56 %
Bulgarie	51 %	54 %
Croatie	53 %	61 %
Hongrie	61 %	69 %
Roumanie	67 %	75 %

Sources : Commission européenne, « Eurobaromètre flash n° 418 », terrain : avril 2015, « Eurobaromètre flash n° 440 », avril 2016, « Eurobaromètre flash n° 453 », avril 2017, « Eurobaromètre flash n° 465 », avril 2018, « Eurobaromètre flash n° 487 », mai 2020, « Eurobaromètre flash n° 492 », mai 2021.

Le sentiment des citoyens hors zone euro concernant l'introduction de la monnaie unique conduit à distin-

guer trois ensembles. La Roumanie et la Hongrie s'affichent dans la durée comme les États les plus motivés pour rejoindre la zone euro. En 2015, 68 % des Roumains s'y déclaraient favorables, ils sont 75 % en 2021. Un deuxième groupe, composé de la Croatie, de la Bulgarie et de la Pologne, se caractérise par une attitude médiane, environ un répondant sur deux se déclarant en moyenne favorable à l'adoption de l'euro entre 2015 et 2021 (53 % en Croatie, 47 % en Pologne). Enfin, les populations suédoise et tchèque affichent une opposition majoritaire à l'entrée dans l'euro.

Ces résultats se lisent sous un prisme économique. Les deux populations défavorables à l'introduction de l'euro, en Suède et en Tchéquie, sont aussi celles qui affichent le plus important capital économique dans cet ensemble de sept pays : la Suède occupe le sixième rang et la Tchéquie le treizième dans le classement européen du PIB par habitant. Ce relatif succès économique pèse sur la perspective d'une adhésion. « D'un point de vue strictement économique, ni les citoyens ni les entreprises ne voient l'intérêt de l'euro », explique ainsi Robert Bergqvist, économiste à la banque SEB, cité par *Ouest France* dans un article consacré à la vision qu'ont les Suédois de l'euro¹⁹.

À l'inverse, la Croatie et la Bulgarie – les deux prochains pays susceptibles de faire leur entrée dans la zone euro – se classent respectivement vingt-cinquième et vingt-septième parmi les pays européens concernant le PIB par habitant. La monnaie unique fait alors figure d'opportunité économique, notamment en ces temps de crise. « C'est l'accès au parapluie monétaire de la BCE qui les motive [la Croatie et la Bulgarie], car en cas de crise, il protège efficacement les économies, comme l'a montré le déploiement de sa politique de "quantitative easing" ces derniers mois », explique un économiste cité par *Les Échos*²⁰.

16. Voir Catherine Chatignoux, « La Croatie et la Bulgarie dans l'antichambre de l'euro », *Les Échos*, 5 décembre 2021.

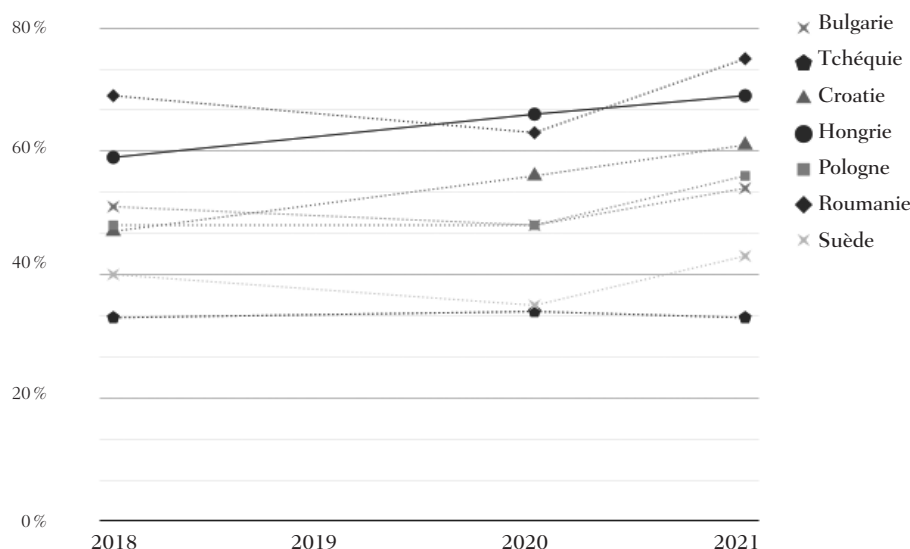
17. Voir « La Commission se félicite de l'entrée de la Bulgarie et de la Croatie dans le mécanisme de taux de change II », communiqué de presse, Commission européenne, 10 juillet 2020.

18. La question était : « D'une manière générale, êtes-vous personnellement plus favorable ou plus défavorable à l'idée d'introduire l'euro dans votre pays ? » (total « favorable à son introduction »). Le Danemark ayant formalisé son souhait de ne pas adopter l'euro, seuls les sept pays théoriquement candidats à l'adhésion sont testés par l'Eurobaromètre.

19. Émilie Cochaud-Kaminski, « 20 ans de l'euro. Les Suédois tiennent toujours à leur couronne », *Ouest France*, 25 décembre 2021.

20. Catherine Chatignoux, *art. cit.*

Graphique n° 5. Part des citoyens favorables à l'introduction de l'euro dans leur pays dans les sept États de l'UE non membres de la zone euro entre 2018 et 2021²¹



Sources : Commission européenne, « Eurobaromètre flash n° 465 », terrain : avril 2018, « Eurobaromètre flash n° 487 », mai 2020, « Eurobaromètre flash n° 492 », mai 2021.

Le point de vue des pays non membres quant à l'adoption de l'euro tient ainsi en premier lieu à des arguments économiques et matériels. À cet égard, la crise a renforcé l'attractivité de la zone euro. Comme le montre le graphique ci-dessus, entre 2018 et 2021, la part de répondants favorables à la monnaie unique a augmenté en moyenne de 7 points dans l'ensemble des pays concernés avec des pics en Croatie (+14 points), en Hongrie (+10 points) et en Pologne (+8 points). La Suède – en dépit d'un léger progrès – et la Tchéquie mises à part, les cinq États candidats affichent aujourd'hui un soutien majoritaire à l'introduction de l'euro.

La balance entre les bénéfices et les risques paraît ainsi avoir basculé, dans l'opinion publique de ces cinq pays, en faveur de l'introduction de l'euro, notamment au cours de la période récente face aux nécessités de la réponse économique à la pandémie. Le passage à la monnaie unique est toutefois toujours

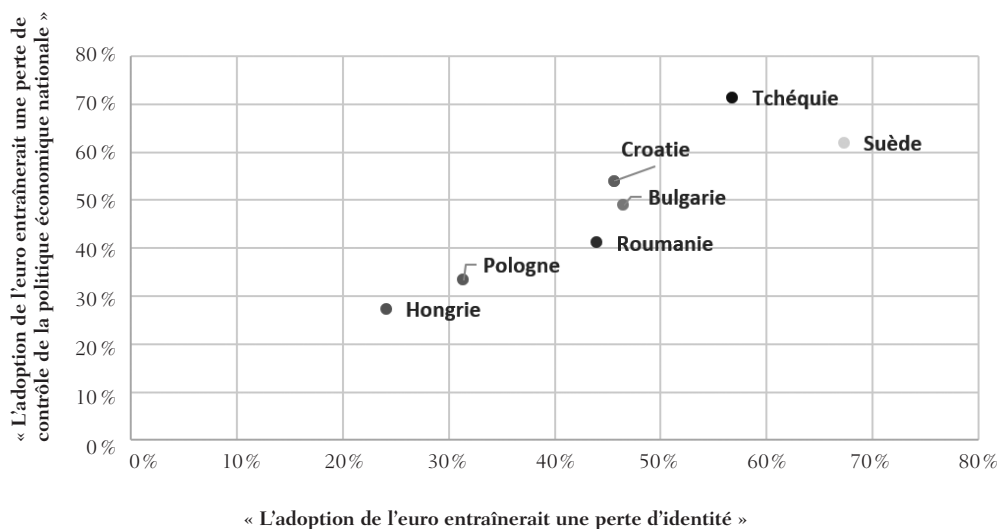
perçu à travers certaines conséquences négatives, sur le plan économique tout d'abord. La transition est perçue comme une cause probable de hausse des prix. Parmi les prochains utilisateurs potentiels de l'euro, 71 % des Croates et 69 % des Bulgares pensent que la monnaie unique aura cet effet²².

L'entrée potentielle dans la zone euro entraîne aussi des conséquences politiques qui pèsent dans l'opinion. Ainsi, les deux populations les plus réfractaires du panel voient dans l'euro le risque combiné d'une perte d'identité et de contrôle sur la politique économique nationale. C'est le cas plus particulièrement en Tchéquie, où plus de sept citoyens sur dix (71 %) craignent que leur pays perde la main sur sa politique économique. En Suède, 67 % des répondants considèrent que l'adoption de l'euro – et donc l'abandon de la couronne suédoise – entraînerait une perte d'identité.

21. La question était : « D'une manière générale, êtes-vous personnellement plus favorable ou plus défavorable à l'idée d'introduire l'euro dans votre pays ? » (total « favorable à son introduction »).

22. Commission européenne, « Eurobaromètre flash n° 492 », terrain : mai 2021.

Graphique n° 6. Perception des conséquences de l'introduction de l'euro sur l'identité et la politique économique des États concernés en 2021²³



Source : Commission européenne, « Eurobaromètre flash n° 492 », terrain : mai 2021.

Ces deux éléments constituent également des facteurs importants dans la vision qu'ont les citoyens de la monnaie unique dans les États favorables à son adoption. Entre 40 % et 50 % des Croates, Bulgares et Roumains voient en l'euro un risque pour leur identité et pour le contrôle de leur politique écono-

mique. La perception des risques entre en concurrence avec la perspective des bénéfices potentiels. Ainsi, 71 % des Roumains et 52 % des Croates pensent que l'adoption de l'euro a eu des conséquences positives pour les pays ayant fait ce choix²⁴.

23. Les questions étaient : « Pour chacune des affirmations suivantes, pouvez-vous me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord : "L'adoption de l'euro signifiera que votre pays perdra une partie de son identité" et "L'adoption de l'euro signifiera que votre pays perdra le contrôle de sa politique économique" » (total « d'accord »).

24. Commission européenne, « Eurobaromètre flash n° 492 », *op. cit.*

Abandon ou non de l'euro : les Français se sont-ils fait une raison ?

L'âge d'or de l'idée d'un abandon de l'euro : la crise de 2008-2011

L'évolution rapide, en seulement dix ans, du paysage politique français, passant d'un bipartisme droite/gauche plutôt consensuel vis-à-vis de l'Europe, et la disparition progressive de l'euro comme enjeu important du débat public forcent à élargir la question de la place de l'abandon de l'euro au sein de l'opinion française. Cela implique en effet à la fois de s'intéresser à l'évolution du débat dans le temps, mais également d'évaluer les contours que devrait prendre la zone euro, notamment dans son fonctionnement, selon les Français.

De la création de la zone euro et l'entrée dans le quotidien des Français des pièces et billets jusqu'à la crise économique de 2008, la question de l'abandon de l'euro ne s'est que peu posée dans le débat public. Le choc économique et ses conséquences sur l'emploi ont entraîné en 2010 une crise financière et monétaire où l'euro a joué le rôle de bouc émissaire. Les premiers sondages sur l'abandon de l'euro datent de cette époque et montrent que le doute s'installe dans l'esprit des Français. Fin 2011, dans un sondage Ifop pour *Le Journal du dimanche*, la moitié d'entre eux estiment que l'euro a été « plutôt une mauvaise chose » pour eux personnellement (54 %) ou pour la France (50 %), une opinion particulièrement

partagée par les classes populaires touchées par la crise économique et craignant que leur pays voie sa position s'affaiblir. Logiquement, ils sont autant (52 %) à considérer l'euro comme un handicap face à la crise économique et financière.

Ce doute qu'expriment les Français vis-à-vis de l'euro et de sa force dans la « tempête » alimente un rejet de la monnaie unique qui atteint 38 % en mai 2010 pour rester stable durant plus d'un an autour de plus d'un tiers de la population. Il est même majoritaire parmi les catégories populaires, faisant renaître le clivage apparu lors des référendums de Maastricht et sur le traité constitutionnel européen et préfigurant celui observé lors de l'élection présidentielle de 2017.

La monnaie unique va même jusqu'à devenir l'incarnation de ce qui est perçu le plus négativement dans l'image de l'Union européenne. En 2014, par exemple, l'euro était la première cause de mécontentement vis-à-vis de l'UE, cité par 54 % des répondants, loin devant les trop nombreux élargissements (38 %) ou l'absence de frontières (33 %)²⁵. La monnaie unique présente une image particulièrement dégradée dans l'opinion publique à cause des conséquences négatives que la population perçoit, que ce soit sur la compétitivité de l'économie française (61 % estiment que le passage à l'euro a eu des conséquences plutôt négatives dans ce domaine), le chômage (63 %) ou encore le niveau des prix (89 %)²⁶.

Le constat est pourtant clair : jamais, même au plus fort de la crise financière, les Français n'ont voulu

25. Sondage Ifop pour *Le Journal du dimanche*, « Les 10 ans de l'euro », réalisé les 16 et 17 mai 2014 auprès d'un échantillon de 1 006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

26. Sondage Ifop pour *Le Figaro* réalisé du 11 au 13 septembre 2012 auprès d'un échantillon de 1 006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

abandonner de l'euro. Les revirements de Marine Le Pen sur la question, l'abandon de la version radicale « plan B » de Jean-Luc Mélenchon au profit d'une forme de désobéissance aux traités européens ou encore la prudence d'Éric Zemmour sur la question européenne sont des illustrations de l'adaptation de l'offre politique à l'opinion publique française. Toutefois, ce refus des Français d'abandonner l'euro ne peut faire oublier leurs réticences envers la monnaie européenne. Nous l'avons vu, une part non négligeable d'entre eux peine à voir en l'euro un atout pour la France, non seulement au pire de la crise, mais même après sa résolution. En 2010, 34 % des Français considèrent que l'euro a été plutôt un handicap dans la crise (contre 28 % plutôt un atout), ce taux passant à 40 % en septembre de la même année. Il atteint 47 % en 2015²⁷.

Réformer plutôt que quitter la zone euro : les Français en quête d'une monnaie stable et forte

Les débats autour de l'abandon de l'euro ne doivent pas faire oublier que les Français se sont approprié leur nouvelle monnaie et qu'ils souhaitent une réforme de son fonctionnement dans son ensemble, mais avant tout autour d'un noyau dur de pays volontaires afin de contourner les blocages que peut créer la règle des décisions prises à la majorité des membres, notamment pour changer les traités.

Dans une étude de l'Ifop réalisée en novembre 2011 pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert – en pleine crise de la zone euro –, les Français, mais également les Allemands, font part de leur inquiétude quant à l'état des finances

publiques et de la dette²⁸. Les résultats mettent en valeur une convergence de vues entre les deux peuples, que ce soit sur les raisons de la crise, la situation de la Grèce ou les réformes du fonctionnement de la zone euro nécessaires pour l'améliorer.

Parmi les raisons de la crise, les Français identifient en premier lieu l'incapacité des États à réduire leurs dépenses, plus que les Allemands, mais l'opinion des deux peuples ne diverge pas fondamentalement sur ce constat. L'idée largement diffusée selon laquelle les Allemands – en tout cas leurs dirigeants – font la leçon aux autres peuples, notamment aux Français, a sans doute pu résonner dans l'opinion, mais le fait est que les Français analysent la crise dans des termes similaires à ceux de leurs voisins d'outre-Rhin. Les deux peuples anticipaient d'ailleurs aux deux tiers chacun la division de la zone euro en une zone nord et une zone sud. Cette idée de schisme était sans doute liée au refus d'une majorité d'Allemands (76 %) mais aussi de Français (57 %) d'apporter une aide financière à la Grèce et à un pessimisme partagé concernant la capacité de ce pays à s'en sortir et à tenir ses engagements. Dans un sondage Ifop réalisé en juillet 2015, 62 % des Français déclaraient d'ailleurs que « l'attitude de l'Allemagne face à la Grèce [était] justifiée car la Grèce n'a pas respecté ses engagements²⁹ ». C'est donc en toute logique que Français (73 %) et Allemands (81 %) se montrent très largement favorables à une sortie de la Grèce de la zone euro « dans le cas où la Grèce ne parviendrait pas à réduire sa dette et son déficit ».

Dans cette étude, les Français se montrent favorables à un mode de fonctionnement de la zone euro reposant sur plus de coopération entre les États, notamment en matière de fiscalité, ce qui les rapproche des Allemands. 85 % des Français et 73 % des Allemands approuvent l'harmonisation d'une partie de la fiscalité des États membres de la zone euro et respectivement 86 % et 88 % soutiennent l'obligation pour les États membres d'inscrire la règle d'or budgétaire dans leur

27. Sondage Ifop pour *Le Figaro* réalisé du 22 au 27 mai 2015 auprès d'un échantillon de 1 008 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

28. Sondage Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert réalisé du 8 au 15 novembre 2011 auprès d'un échantillon représentatif de 802 Français et 811 Allemands.

29. Sondage Ifop pour Atlantico réalisé du 7 au 9 juillet 2015 auprès d'un échantillon de 990 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Constitution. La convergence la plus spectaculaire se retrouve dans les règles de gouvernance de la zone euro, trois quarts des Français et des Allemands acceptant la possibilité pour l'Union européenne de gérer temporairement le budget d'un pays membre.

Les Français souhaitent toutefois que la France jouisse de plus de liberté. Il ne faut pas oublier que les situations économiques française et allemande sont différentes, voire parfois divergentes (niveau des dépenses publiques et de l'endettement, état de la balance commerciale ou structure du chômage). On comprend ces divergences d'opinion si l'on se penche sur l'opinion croisée des Français et des Allemands concernant les questions plus spécifiques des missions confiées à la Banque centrale européenne ou encore concernant la politique protectionniste à adopter. 77 % des Allemands misent sur la lutte contre l'inflation et la hausse des prix par rapport au soutien à la croissance économique alors que les Français se montrent beaucoup plus partagés (48 % souhaitent un soutien à la croissance). Par ailleurs, deux tiers des Français sont favorables à une politique d'augmentation des droits de douane sur les produits venant de l'étranger alors que deux tiers des Allemands s'y opposent.

On pourrait interpréter cette position complexe comme la volonté d'une coopération accrue plutôt qu'une intégration économique plus poussée, une vision conforme à la réalité économique de l'euro et qui répond également aux réticences originelles mais toujours vivaces vis-à-vis de la monnaie européenne. L'apport des enquêtes d'opinion permet toutefois de souligner l'importance de la rigueur budgétaire pour les Français, quand bien même leur pays ne serait pas le meilleur élève sur ce point. Cette volonté les rapproche des Allemands et des peuples les plus « frugaux » et les éloigne de la supposée solidarité latine qu'impliquerait la rupture de la zone euro en une « zone nord » et une « zone sud ».

Après le Brexit : des Français et des Européens qui se rejoignent autour de l'euro

Si elle n'a qu'un rapport lointain avec l'euro, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne a provoqué un choc dans les opinions publiques européennes. L'UE n'était pas stoppée dans son développement mais, pour la première fois, la construction européenne faisait marche arrière avec le départ d'un de ses membres les plus importants. Dans cet événement, deux facteurs semblent avoir joué : l'attachement à ce que représente l'Union, à ses symboles et ce que l'on risquait de perdre, mais surtout l'instabilité économique qu'une telle décision et ses conséquences – comme la fin de l'Union européenne – pouvaient entraîner.

Ce mouvement de ralliement à l'euro s'observe à l'échelle de la zone euro, grâce aux mesures de l'Eurobaromètre³⁰. Si l'adhésion à l'idée que l'euro est une « bonne chose pour l'Union européenne » se maintenait à un haut niveau depuis 2007 (environ sept personnes interrogées sur dix), cette opinion dégringole à 66 % au moment de la crise financière de 2011. Durablement atteint, le soutien à la zone euro connaît un bond après le Brexit, passant de 67 % à 74 % en seulement une année (entre 2016 et 2017) pour atteindre des records, jusqu'à 80 % en janvier 2021, et se stabiliser à 78 % dans le dernier sondage publié, en octobre 2021. Cette tendance se confirme également à l'échelle de chacun des pays (soutien à l'idée que l'euro est une « bonne chose pour mon pays »), alors que les Européens étaient plus partagés avant la crise. Ainsi, 51 % d'entre eux estimaient que l'euro était une bonne chose pour le pays en 2010, contre 64 % en 2017 et 70 % en 2021.

Le plus marquant, et sans doute la mesure permettant le mieux de juger de l'impact de la monnaie unique sur la progression du sentiment européen à travers les pays qui en sont membres, est l'idée que l'euro a amené les Européens à se sentir plus...

30. Publications de l'Eurobaromètre de septembre 2007 à octobre 2021. Chiffres complets dans l'« Eurobaromètre flash 501 », *op. cit.*

européens. Avant le Brexit, à peine plus d'un quart d'entre eux partageaient ce sentiment (22 % en 2007 et 26 % en 2015). Ils sont aujourd'hui un tiers, passant de 24 % en 2016 à 32 % aujourd'hui. Si près d'un Irlandais sur deux affirme que l'euro l'a rapproché de l'Europe (de 47 %), et si c'est le cas de 38 % des Allemands ou de 34 % des Italiens, les Français ne sont toujours que 27 % à reconnaître l'importance de l'euro dans la constitution d'un sentiment européen, ce qui représente toutefois une hausse de 3 points par rapport à début 2021.

Si la monnaie semble avoir du mal à s'imposer comme l'un des principaux symboles de l'identité européenne, son importance s'est accrue à la suite du Brexit, principalement au sein d'économies largement dépendantes de leur intégration à l'économie de l'Union européenne. Et, on l'a vu, la volonté d'abandonner l'euro s'est sensiblement affaiblie elle aussi, témoignant d'un soutien, au moins de raison, à la monnaie unique et de son importance économique dans un environnement plus qu'incertain avec le Brexit et la pandémie de Covid-19.

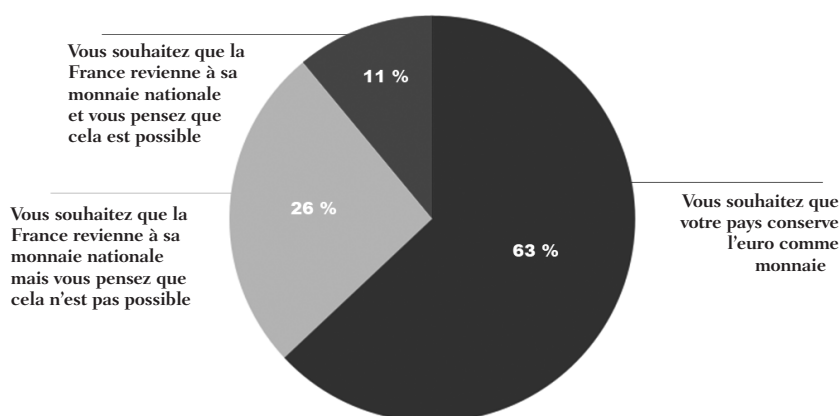
Consensus et clivages sur l'euro à l'approche de l'élection présidentielle française de 2022

Le maintien de l'euro, souhait d'une majorité de Français

À l'orée de l'élection présidentielle et vingt ans après son introduction en France, les Français font état d'une opinion majoritairement favorable à la monnaie unique. Selon notre enquête Ifop – Fondation Jean-Jaurès menée en janvier 2022, 63 % d'entre eux souhaitent conserver la devise européenne³¹. Un sentiment globalement stable, puisqu'il n'a baissé que d'un point par rapport à janvier 2020³².

Ce résultat s'inscrit dans la perception positive que les Français ont de l'euro selon d'autres enquêtes d'opinion. L'Eurobaromètre évalue ainsi que, en France, plus de sept répondants sur dix (74 %) estiment que la monnaie unique est une bonne chose pour le pays³³. Au sein des 37 % de Français qui affirment souhaiter sortir de l'euro, une division s'opère sur la notion de faisabilité : 26 % estiment que l'abandon de la monnaie unique n'est pas possible, seuls 11 % défendent un retour effectif à une devise strictement nationale.

Graphique n° 7. Opinion des Français sur l'abandon de l'euro en 2022³⁴



Source : Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, « Les Français et les 20 ans de l'euro », étude menée auprès de 1 517 Français du 13 au 15 janvier 2022.

31. Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, « Les Français et les 20 ans de l'euro », *op. cit.*

32. Étude OpinionWay pour Sciences Po / Cevipof réalisée du 28 janvier au 4 février 2020 auprès d'un échantillon de 2 098 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

33. Voir le chapitre précédent, p. 17-18. Source : Commission européenne, « Eurobaromètre standard 95 », *op. cit.*

34. La question était : « Par rapport à l'euro, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

À droite et à gauche, l'euro clive la base électorale des extrêmes, qui adaptent leur programme au profit d'autres combats européens

Ces résultats alimentent une tendance perçue dans l'offre politique des candidats à la prochaine élection présidentielle. À la différence de ce qui s'est produit en 2017, plus aucun d'entre eux ne défend aujourd'hui un scénario où le pays sortirait de la zone euro. Marine Le Pen a été la première à abandonner cette idée à la suite de sa défaite au second tour face à Emmanuel Macron. La candidate du Rassemblement national propose à la place d'entrer dans une logique de conflictualité avec l'Union européenne sur le plan de la primauté juridique, concernant l'immigration et la mise en place d'un système de « préférence nationale » qui régirait la distribution des aides sociales de l'État.

À l'opposé sur l'échiquier politique, Jean-Luc Mélenchon établissait il y a encore un an un « plan B » radical en cas d'échec d'une éventuelle renégociation des traités européens. Les « insoumis » proposaient dans la version actualisée en 2020 de leur programme « L'Avenir en commun » de « réquisitionner la Banque de France pour transformer l'euro en monnaie commune et non plus unique³⁵ ». Ce qui s'apparente à un abandon de l'euro par la France. Aujourd'hui, le candidat de La France insoumise propose une version bien moins radicale de son « plan B », affirmant son choix de désobéir « aux règles bloquantes chaque fois que c'est nécessaire³⁶ » pour appliquer son programme.

Les candidats ont adapté pour cette campagne leur offre politique après l'échec des stratégies radicales portées en 2017 par le Rassemblement national et les « insoumis ». Toutefois, l'opposition à l'UE et à l'euro, sans aller jusqu'à la proposition d'un retour au

franc, reste populaire chez une part importante de nos concitoyens. Près d'un Français sur deux (48 %) affirmant souhaiter voter pour Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle se déclare pour un abandon de l'euro sans la croire possible. Cette volonté est également partagée par près d'un tiers des électeurs potentiels d'Éric Zemmour (30 %). Allant plus loin encore, un électeur sur cinq des candidats du RN (20 %) et de Reconquête (23 %) affirme croire au retour à une monnaie nationale.

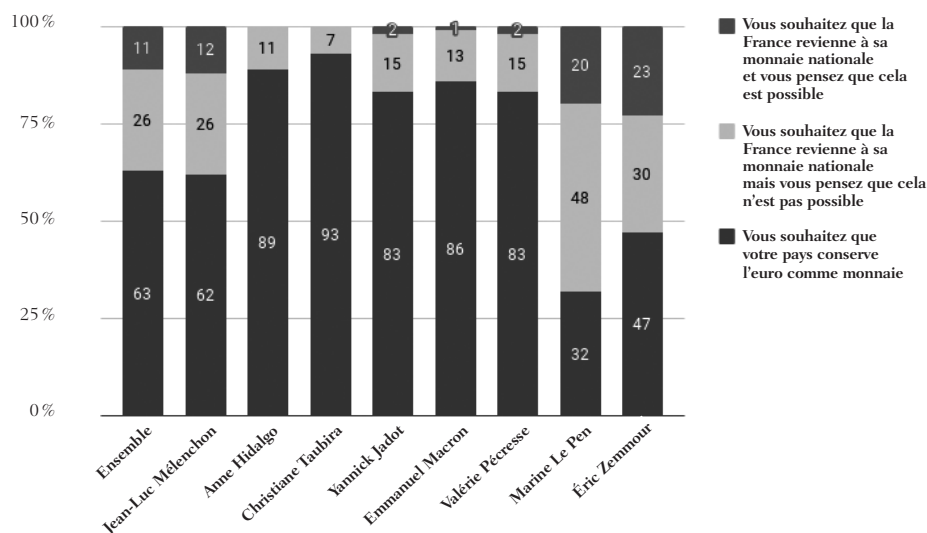
Ainsi, les deux candidats d'extrême droite sont placés dans une situation peu confortable. D'une part, la majorité des Français souhaitent le maintien de l'euro. Et notamment ceux de la droite traditionnelle (83 % des électeurs potentiels de Valérie Pécresse), qui constituent l'une de leurs réserves de voix pour un éventuel second tour. D'autre part, leur base électorale se rassemble dans son opposition à la monnaie unique et un noyau dur de votants milite pour une sortie de la France de la zone euro. Cela conforte le choix de ces candidats d'illustrer leur opposition à l'Union européenne auprès de leur camp *via* des combats moins clivants, comme la politique migratoire, Éric Zemmour se rendant par exemple à Calais en janvier pour évoquer le volet européen de son programme.

À gauche, les soutiens de Jean-Luc Mélenchon s'inscrivent dans une dynamique médiane, dans la moyenne des Français souhaitant conserver l'euro (62 % pour les électeurs potentiels du candidat LFI, 63 % pour l'ensemble des Français). Toutefois, l'ancien socialiste compte toujours parmi ses soutiens près de quatre personnes sur dix qui souhaiteraient revenir à une monnaie nationale (38 %), bien que seuls 12 % estiment cela possible. En opposition aux divisions internes des soutiens de LFI, du RN et de Reconquête, on constate une forme de consensus parmi le reste des Français. Plus de 80 % des électeurs potentiels d'Anne Hidalgo et de Christiane Taubira, de Yannick Jadot, d'Emmanuel Macron et de Valérie Pécresse souhaitent conserver l'euro.

35. Proposition issue du programme « L'Avenir en commun » des « insoumis » dans sa version actualisée de novembre 2020. Citée dans Rémi Lauwerier et Théo Verdier, *La Gauche française et l'Europe. Une synthèse possible pour 2022 ?*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, avril 2021, p. 74.

36. Voir « Notre stratégie en Europe. Appliquer notre programme quoi qu'il en coûte. Les plans de l'avenir en commun » sur le site melenchon2022.fr

Graphique n° 8. Opinion des Français sur l'abandon de l'euro selon leur intention de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2022³⁷



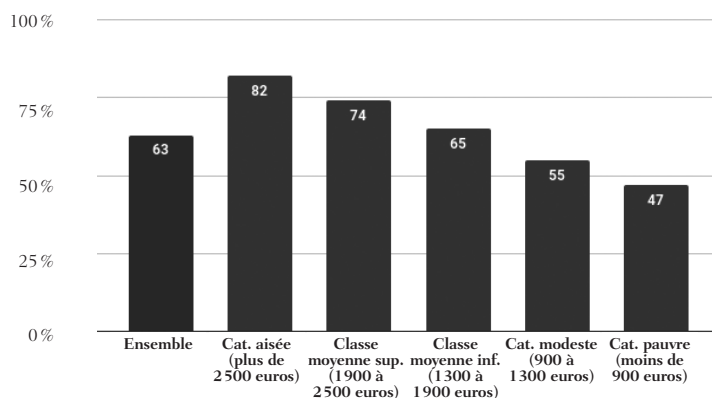
Source : Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, « Les Français et les 20 ans de l'euro », op. cit.

Une question de revenus et de classe sociale

En cette période électorale, l'attention se porte naturellement sur l'étude de l'opinion selon le vote. L'inclination politique constitue effectivement un critère déterminant dans la compréhension de l'attitude des Français vis-à-vis de l'euro. Nous l'avons déjà démontré en étudiant les données de l'Eurobaromètre. Toutefois, comme nous l'avons constaté à l'échelle européenne, les Français sont également clivés selon le niveau éducatif et, plus encore, les revenus.

Ainsi, si le volet politique du rapport à l'euro constitue une donnée essentielle du débat public, il ne doit pas masquer le clivage d'ordre social que laisse apparaître la perception de la monnaie unique. Seuls 47 % et 55 % des catégories les plus modestes (moins de 1 300 euros de revenus mensuels par unité de consommation) souhaitent conserver l'euro. Ce résultat est bien plus élevé au sein de la classe moyenne supérieure (74 %) et des catégories aisées (82 %).

Graphique n° 9. Opinion des Français sur le maintien de l'euro selon le revenu net mensuel par individu en 2022³⁸



Source : Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, « Les Français et les 20 ans de l'euro », op. cit.

37. La question était : « Par rapport à l'euro, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

38. La question était : « Par rapport à l'euro, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? » (total « vous souhaitez que votre pays conserve l'euro comme monnaie »).

Une absence de consensus sur l'évolution des règles budgétaires de la zone euro

La présidence française du Conseil de l'Union européenne couvre le premier semestre 2022, à cheval entre le mandat présidentiel en cours et le prochain. La course à l'Élysée revêt ainsi un caractère européen particulier, comme l'a montré l'intensité des débats franco-français tenus au Parlement européen le 19 janvier à la suite du discours d'Emmanuel Macron inaugurant cette présidence. Yannick Jadot, Manon Aubry, Jordan Bardella et François-Xavier Bellamy ont ainsi répondu au président français dans l'hémicycle, tandis que le leader de la droite (PPE) au Parlement européen, l'Allemand Manfred Weber, affichait son soutien à la candidate de sa famille politique, Valérie Pécresse.

Or, au cœur du débat public européen se trouve aujourd'hui la question de l'évolution des règles budgétaires qui régissent la zone euro. Le déficit budgétaire des États membres ne devrait pas dépasser 3 % du PIB et la dette publique devrait se limiter à 60 % de ce PIB. En comparaison, la France était en 2021 à un niveau de 7 % du PIB sur le plan du déficit budgétaire³⁹ et de 116,3 % de dette publique « au sens de Maastricht⁴⁰ » – ce qui ne présume en rien des coûts de la dette, notre pays s'endettant actuellement à des taux très faibles.

La Commission européenne doit formuler en 2022 une proposition d'évolution de ces règles, à travers une nouvelle interprétation du pacte de stabilité.

Le commissaire européen à l'économie, l'Italien Paolo Gentiloni, suggère de mettre en place des indicateurs flexibles en fonction de la situation économique des différents États. En France, Bruno Le Maire considère de son côté la règle des 60 % de dette publique comme « obsolète⁴¹ ».

Certains candidats à l'élection présidentielle font des propositions de renégociation plus avancées. Par exemple, Anne Hidalgo avance l'idée d'associer aux critères financiers des mesures concernant le développement des services publics, l'espérance de vie en bonne santé et les émissions de gaz à effet de serre⁴². Dans tous les cas, le prochain président français devra négocier et parvenir à un consensus – et/ou à une confrontation – avec ses partenaires européens, à commencer par la nouvelle coalition gouvernementale allemande. Cela devrait faire de cette question de la renégociation du pacte de stabilité un des piliers de la confrontation des programmes européens des candidats français.

Sur ce sujet, la position des Français reste contrastée, aucune majorité ne se distinguant clairement. Paradoxalement, le fait d'accorder plus d'indépendance aux États selon leur situation budgétaire semble toutefois l'option la plus populaire, alors que c'est la France qui a porté à l'origine la revendication d'un « gouvernement économique ». 49 % des répondants défendent l'idée selon laquelle chaque État devrait gérer son budget comme il l'entend. 32 % considèrent qu'il faut imposer des règles coordonnées, comme la limitation du déficit budgétaire. Et 19 % pensent qu'il faudrait une politique économique et budgétaire plus fédérale.

39. « Le déficit public de la France ramené à presque 7 % du PIB en 2021 », *Le Monde*, 16 janvier 2022.

40. Voir « S'informer sur la dette publique », Centre de documentation économie finances, site du ministère de l'Économie, des finances et de la relance, consulté le 20 janvier 2022.

41. Karl De Meyer, « Bruno Le Maire : "Les règles européennes actuelles sur la dette publique sont obsolètes" », *Les Échos*, 16 janvier 2022.

42. Anne Hidalgo, « Pour vivre mieux : un projet social et écologiste », *Le Grand Continent*, 16 décembre 2021.

Tableau n° 4. Opinion des Français sur la réforme des règles budgétaires de la zone euro en 2022

Question posée : « À propos de l'organisation budgétaire de la zone euro, de laquelle des affirmations suivantes vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ? »

	Chaque État devrait pouvoir gérer son budget comme il l'entend	Il faut imposer des règles budgétaires coordonnées (exemple : limitation du déficit budgétaire)	Il faudrait aller plus loin et avoir une politique économique et budgétaire plus fédérale (exemple : un budget commun)
Selon l'intention de vote au premier tour de l'élection présidentielle			
Ensemble	49 %	32 %	19 %
Jean-Luc Mélenchon	50 %	32 %	18 %
Anne Hidalgo	44 %	39 %	17 %
Christiane Taubira	43 %	29 %	28 %
Yannick Jadot	33 %	19 %	48 %
Emmanuel Macron	32 %	36 %	32 %
Valérie Pécresse	46 %	41 %	13 %
Marine Le Pen	66 %	23 %	11 %
Éric Zemmour	71 %	21 %	8 %

Source : Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, « Les Français et les 20 ans de l'euro », op. cit.

On observe que les électors des candidats à la présidentielle tendent plutôt à la division qu'au consensus, notamment dans les segments sociaux-démocrates et écologistes de l'opinion ainsi que parmi les soutiens de la majorité actuelle. Ce qui laisse présager une difficulté pour proposer un positionnement cohérent. À titre d'exemple, les soutiens d'Emmanuel Macron se divisent en trois tiers : 32 % souhaitent une gestion plus nationale, 36 %, des règles coordonnées et 32 %, une politique plus fédérale. Yannick Jadot, le candidat d'Europe Écologie-Les Verts, a derrière lui l'électorat le plus engagé pour la renégociation du pacte de stabilité sur des bases fédéralistes (48 %). À l'inverse, un partisan sur deux de Jean-Luc Mélenchon défend le retour à un contrôle national, tout comme pour Valérie Pécresse (46 %), dont les soutiens semblent surtout privilégier des propositions impliquant un retour rapide à une forme de contrôle budgétaire, quelle que soit sa forme : 87 % défendent soit un contrôle national renforcé, soit la réinstauration des règles européennes coordonnées, option qui s'apparente au retour à la situation d'avant la crise sanitaire.

Du côté de l'extrême droite, cet enjeu suscite des prises de position plus tranchées. 66 % des électeurs de Marine Le Pen et 71 % de ceux d'Éric Zemmour

défendent le retour à une lecture nationale des règles budgétaires. Seuls 8 % des électeurs potentiels du polémiste soutiennent l'option d'une européanisation comme la mise en place d'un budget commun.

La zone euro, une entité difficile à cerner pour six Français sur dix

Le débat politique sur l'Union européenne tel qu'il se développe en France fait-il écho au débat public tenu au niveau européen sur l'évolution de l'UE et de son fonctionnement ? Les écosystèmes médiatique et politique français et européens s'alimentent sans toutefois toujours évoquer les mêmes sujets de manière synchronisée. Il est cependant probable que les questions traitées à l'échelle européenne infusent dans la campagne française. C'est pourquoi l'évolution des règles budgétaires et, sur un autre plan, la doctrine d'investissement de l'Union européenne concernant la lutte contre le réchauffement climatique ou encore la régulation des entreprises du numérique devraient alimenter une part des débats de la campagne présidentielle.

Nous nous sommes interrogés sur la connaissance qu'ont les Français de l'environnement institutionnel de la monnaie unique. L'Union européenne fonctionne sur un modèle concentrique, la zone euro réunissant dix-neuf États de l'Union européenne parmi ses vingt-sept pays membres. Cette dualité entre zone euro et UE à vingt-sept se retrouve au cœur de certaines propositions européennes formulées dans le débat public. Lors de sa campagne de 2017, Emmanuel Macron défendait la mise en place d'un budget de la zone euro permettant de faire face aux prochaines crises. L'ancien candidat PS Benoît Hamon, quant à lui, proposait la mise en place d'un Parlement de la zone euro pour en démocratiser la gestion⁴³.

Interrogés sur le nombre d'États qui composent la zone euro, la majorité des Français (59 %) donnent une réponse fautive. La plupart des répondants (47 %) considèrent que la zone euro réunit les vingt-sept pays de l'UE. 12 % pensent que la zone euro est une zone plus restreinte, à six ou neuf pays. Ces erreurs sont donc largement répandues en France. Elles n'ont bien sûr aucune conséquence concrète,

la connaissance de l'Europe institutionnelle n'est pas un prérequis pour se forger une opinion sur l'Union européenne et son action, de même que la connaissance précise du fonctionnement des institutions françaises – le nombre de députés, de régions ou encore l'ordre de la navette parlementaire, par exemple – n'est pas nécessaire pour appréhender les grandes orientations du débat public national. Toutefois, cette méconnaissance illustre une certaine distance des Français avec le fonctionnement de l'Union européenne, *a fortiori* avec la gestion politique de la monnaie qu'ils utilisent au quotidien. Elle s'inscrit dans un contexte plus global : nos concitoyens comptent parmi les Européens qui se déclarent les plus mal informés sur les questions européennes⁴⁴.

Les critères déterminants dans la connaissance de la zone euro sont le niveau éducatif ainsi que la catégorie socioprofessionnelle. 56 % des diplômés du supérieur et 50 % des cadres ont répondu correctement à la question posée, contre 35 % des personnes ayant un diplôme inférieur au bac, 33 % des ouvriers et 41 % des employés.

Tableau n° 5. Connaissances des Français sur les pays membres de la zone euro en 2022

Question posée : « Selon vous, combien de pays sont membres de la zone euro ? »

	Bonne réponse : 19 pays membres de l'UE	Mauvaises réponses	Les 6 pays fondateurs de l'UE uniquement	9 pays membres de l'UE	Les 27 pays membres de l'UE
<i>Ensemble</i>	41 %	59 %	5 %	7 %	47 %
Niveau de diplôme					
Diplôme supérieur au bac (2 ^e et 3 ^e cycles)	56 %	44 %	2 %	8 %	34 %
Diplôme supérieur au bac (1 ^{er} cycle)	44 %	56 %	4 %	6 %	46 %
Diplôme niveau bac	40 %	60 %	6 %	8 %	46 %
Diplôme inférieur au bac	35 %	65 %	5 %	7 %	53 %
Catégorie socioprofessionnelle					
Indépendants (hors agriculteurs)	50 %	50 %	4 %	7 %	39 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	52 %	48 %	2 %	5 %	41 %
Professions intermédiaires	46 %	54 %	2 %	6 %	46 %
Employés	41 %	59 %	4 %	14 %	41 %
Ouvriers	33 %	67 %	5 %	4 %	58 %

Source : Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, « Les Français et les 20 ans de l'euro », op. cit.

43. Le candidat avait proposé dans son programme la signature d'un traité de la zone euro, avec un parlement *ad hoc* au Parlement européen, où auraient été représentés les parlementaires des dix-neuf États de la zone euro.

44. 80 % d'entre eux se déclarent mal informés. Commission européenne, « Les habitudes médiatiques dans l'Union européenne, Eurobaromètre standard 92 », automne 2019.

Le franc encore présent à l'esprit de plus d'un quart des Français

La perception de l'euro s'inscrit dans des enjeux économiques et politiques. La monnaie unique constitue également pour les Européens un objet du quotidien dont l'usage relève d'une symbolique – celle de la construction européenne – et d'une commodité à travers la circulation des personnes, des services et des biens sans opérations de change. Vingt ans après son introduction, le rapport qu'entretiennent les Français à l'euro dans leur vie quotidienne illustre leur degré d'adoption de la devise européenne.

Un peu plus d'un Français sur quatre (27 %) déclare continuer à convertir les euros en francs pour évaluer

les prix. Parmi ces concitoyens, une large majorité (21 %) déclare le faire « souvent », une part plus restreinte le faire « toujours » (6 %). Ces résultats sont concordants avec ceux de la dernière enquête Eurobaromètre sur la zone euro. 31 % des Français y déclarent continuer à convertir les euros dans leur ancienne monnaie. À cet égard, la France se situe en deuxième parmi les nations européennes, derrière la Belgique⁴⁵.

On note de manière évidente un critère d'âge dans le niveau d'adoption de l'euro. Ainsi, seul un Français sur dix âgé de 18 à 24 ans déclare le faire, contre 34 % des 35-49 ans. En parallèle, on observe également que le niveau éducatif et la catégorie socioprofessionnelle jouent toujours un rôle clé dans la perception de la monnaie unique. 35 % des employés, 34 % des ouvriers, 34 % des personnes ayant un diplôme inférieur au bac convertissent toujours les prix.

Tableau n° 6. Persistance du franc dans l'esprit des Français selon le niveau de diplôme et la catégorie socioprofessionnelle en 2022

Question posée : « Lorsque vous effectuez vos achats, continuez-vous à raisonner en francs, c'est-à-dire à convertir les euros en francs pour mieux évaluer les prix ? »

	Total de oui	Oui, toujours	Oui, souvent	Total de non
<i>Ensemble</i>	27 %	6 %	21 %	73 %
Âge				
18-24 ans	12 %	4 %	8 %	88 %
25-34 ans	22 %	5 %	17 %	78 %
35-49 ans	34 %	9 %	25 %	66 %
50-64 ans	31 %	5 %	26 %	69 %
65 ans et plus	26 %	5 %	21 %	74 %
Catégorie socioprofessionnelle				
Indépendants (hors agriculteurs)	31 %	4 %	27 %	69 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	13 %	1 %	12 %	87 %
Professions intermédiaires	19 %	4 %	15 %	81 %
Employés	35 %	8 %	27 %	65 %
Ouvriers	34 %	7 %	27 %	66 %

Source : Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, « Les Français et les 20 ans de l'euro », op. cit.

Enfin, le rapport à la monnaie dans la vie quotidienne peut également se lire à travers une grille de lecture politique. 34 % des électeurs potentiels de Marine Le Pen et 43 % de ceux d'Éric Zemmour – soit

16 points de plus que la moyenne nationale – convertissent encore les prix en franc. 31 % des soutiens de Jean-Luc Mélenchon le font également, contre 8 % de ceux de Yannick Jadot, par exemple.

45. Commission européenne, « Eurobaromètre flash 501 », op. cit.

Tableau n° 7. Persistance du franc dans l'esprit des Français en fonction des intentions de vote au premier tour de la présidentielle de 2022

Question posée : « Lorsque vous effectuez vos achats, continuez-vous à raisonner en francs, c'est-à-dire à convertir les euros en francs pour mieux évaluer les prix ? »

	Total de oui	Oui, toujours	Oui, souvent	Total de non
<i>Ensemble</i>	27 %	6 %	21 %	73 %
Selon l'intention de vote				
Jean-Luc Mélenchon	31 %	4 %	27 %	69 %
Anne Hidalgo	7 %	2 %	5 %	93 %
Christiane Taubira	19 %	7 %	12 %	81 %
Yannick Jadot	8 %	–	8 %	92 %
Emmanuel Macron	21 %	5 %	16 %	79 %
Valérie Pécresse	15 %	1 %	14 %	85 %
Marine Le Pen	34 %	6 %	28 %	66 %
Éric Zemmour	43 %	14 %	29 %	57 %

Source : Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, « Les Français et les 20 ans de l'euro », op. cit.

La tendance à convertir dans une ancienne monnaie se révèle multifactorielle. Elle tient évidemment à des éléments générationnels, au fait d'avoir utilisé par soi-même les francs et au souvenir que l'on en a. Elle tient également à une vision plus politique, les

électeurs les plus opposés à l'euro étant également ceux qui affirment continuer d'opérer la conversion. On peut y lire une forme de refus en bloc de l'euro-péanisation de la devise nationale, voire de la politique économique de manière globale.

Pour l'euro, les défis de la maturité

Vingt ans après l'introduction de l'euro sous sa forme sonnante et trébuchante, les Européens paraissent convaincus des bienfaits de la monnaie unique. Au sein des dix-neuf États de la zone euro, près de sept Européens sur dix (69 %) estiment que c'est une bonne chose pour leur pays⁴⁶.

L'opinion favorable des Européens s'inscrit dans le cadre d'une vision globalement positive de l'Union économique et monétaire dans l'histoire récente. Son développement a toutefois été marqué par l'émergence de poches de méfiance au sein de la population européenne, lors de sa création, tout d'abord, puis des soubresauts économiques et politiques consécutifs à la crise financière de 2008. La perspective ouverte par le Brexit et, surtout, la capacité de résilience face aux conséquences de la crise sanitaire permise par la politique de l'UE et la Banque centrale européenne ont renforcé le constat par les Européens des bienfaits de l'appartenance à une union monétaire et à son écosystème institutionnel.

L'euro convainc les Européens et la question de la sortie d'un des États membres de la zone euro est aujourd'hui absente du débat public continental. Et ce, alors que la controverse était vive il y a encore peu de temps. On se rappelle que, lors de la campagne présidentielle de 2017 en France et des élections législatives de 2018 en Italie, le Rassemblement national et la Ligue étaient partisans d'un retour à la devise nationale.

Ainsi, l'euro atteint à présent l'âge de raison. Il a à la fois conquis une légitimité institutionnelle dans la reconnaissance de l'action de la BCE et une approbation populaire dans le regard des citoyens qui l'utilisent au quotidien. Forte de ce dynamisme, la zone euro constitue toujours un ensemble attractif : la population de cinq des sept pays de l'UE théori-

quement candidats à l'adoption de l'euro souhaite majoritairement passer à la devise européenne (voir le tableau n° 3).

Forger un consensus sur de nouvelles règles budgétaires

Cette nouvelle décennie d'existence pour l'euro s'ouvre avec les défis résultant de la pandémie et de la crise climatique. L'Union européenne doit forger un consensus en son sein sur les nouvelles règles budgétaires qui seront appliquées par les États membres. Ce cadre financier doit permettre à ces derniers de mobiliser les investissements nécessaires à la transition écologique, sociale et numérique. En parallèle, l'UE doit elle-même s'interroger sur la pérennité du modèle d'emprunt en commun conçu pour donner naissance au plan de relance européen. Peut-elle imaginer reconduire cette expérience demain et créer de nouvelles ressources propres, des impôts européens, pour rembourser ces dettes contractées au nom des Vingt-Sept ?

Quels que soient les termes du débat, ses parties prenantes pourront garder à l'esprit les divergences d'ordre social mises en lumière par nos travaux. Les Européens considèrent largement l'Union économique et monétaire comme une bonne chose. Des différences apparaissent néanmoins entre les États selon leur niveau économique, et surtout entre les Européens eux-mêmes au-delà du cadre des frontières nationales. Bien que le débat politique et économique européen soit encore largement intergouvernemental, la conclusion d'un pacte social qui

46. Commission européenne, « Eurobaromètre flash 501 », *op. cit.*

fasse consensus autour de l'avenir de l'euro et des règles qui régissent les budgets des États membres devrait prendre en compte cette réalité transnationale. Dans tous les pays de l'UE, les plus bas niveaux de revenus et de diplômes accordent une confiance bien moindre que les autres citoyens européens à l'europanisation des politiques publiques.

En France, des candidats amenés à trouver de nouveaux moyens de s'opposer à l'UE

Le débat sur l'euro est par essence politique. Ainsi, à côté des divergences d'ordre social, la perception de l'euro peut également se lire selon l'inclination politique des Européens. Cela est particulièrement visible en France à l'orée de l'élection présidentielle de 2022. La majorité des Français souhaitent conserver l'euro, et ce soutien tend vers l'unanimité dans certaines familles politiques. Par exemple, 86 % des électeurs potentiels d'Emmanuel Macron au premier tour souhaitent le maintien de la monnaie unique.

À l'inverse, les forces politiques les plus radicales se distinguent par leur défiance sur ce thème, notamment à droite. 68 % des personnes déclarant souhai-

ter voter pour Marine Le Pen au premier tour et 53 % des soutiens d'Éric Zemmour désirent abandonner l'euro, et ce, bien qu'ils ne s'accordent pas tous sur la faisabilité d'un tel dessein. Cette discordance entre leur base électorale et le reste des Français constitue un défi pour les candidats de « la famille nationale » et dans une moindre mesure à gauche pour Jean-Luc Mélenchon. Pour cette raison, on a vu Marine Le Pen et le candidat « insoumis » abandonner leurs propositions de sortie de la zone euro. Ils adaptent leur offre politique pour s'emparer d'enjeux plus consensuels d'opposition à l'Union européenne : concernant l'immigration, la primauté du droit national ou encore les règles budgétaires et de concurrence.

Le prochain président français jouera un rôle important dans le débat européen sur l'évolution économique, budgétaire et monétaire de l'Union européenne. Si le scénario d'une sortie n'est plus aujourd'hui sur la table, quelles positions les candidats proposent-ils que la France défende pour l'avenir de l'Union et de sa monnaie ? La campagne n'a pas encore su confronter les points de vue des différentes forces politiques sur ce thème. Au vu des présentes observations, les candidats risquent de se trouver confrontés, au sein même de leur base électorale, à des Français plutôt unis dans leur appréciation de la monnaie unique, mais incertains quant à son avenir⁴⁷.

47. Voir le tableau n° 4, p. 23.

Table

des matières

- 01 Introduction
- 03 De 1992 à aujourd'hui, une vision contrastée de la création de la monnaie unique à travers l'UE
- 05 Les Européens et l'euro : un soutien majoritaire malgré des divergences sociales et nationales
- 05 Une pandémie qui a renforcé le soutien à l'euro
- 07 Un soutien variable au sein de la population selon les facteurs économiques et politiques
- 10 Hors zone euro, une volonté prégnante d'adopter la monnaie unique
- 15 Abandon ou non de l'euro : les Français se sont-ils fait une raison ?
- 15 L'âge d'or de l'idée d'un abandon de l'euro : la crise de 2008-2011
- 16 Réformer plutôt que quitter la zone euro : les Français en quête d'une monnaie stable et forte
- 17 Après le Brexit : des Français et des Européens qui se rejoignent autour de l'euro
- 19 Consensus et clivages sur l'euro à l'approche de l'élection présidentielle française de 2022
- 19 Le maintien de l'euro, souhait d'une majorité de Français
- 20 À droite et à gauche, l'euro clive la base électorale des extrêmes, qui adaptent leur programme au profit d'autres combats européens
- 22 Une absence de consensus sur l'évolution des règles budgétaires de la zone euro
- 23 La zone euro, une entité difficile à cerner pour six Français sur dix
- 25 Le franc encore présent à l'esprit de plus d'un quart des Français
- 27 Pour l'euro, les défis de la maturité
- 27 Forger un consensus sur de nouvelles règles budgétaires
- 28 En France, des candidats amenés à trouver de nouveaux moyens de s'opposer à l'UE

Collection dirigée par Gilles Finchelstein et Laurent Cohen

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes – 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Derniers rapports et études :

06_2021 : Apathie démocratique et responsabilité politique
Émeric Bréhier, Frédéric Potier

06_2021 : Mécanisme d'une justice algorithmisée
Adrien Basdevant, Aurélie Jean, Victor Storchan

07_2021 : De la souveraineté européenne
Pervenche Berès, Antoine Bristielle, Jean-Philippe Derosier, Gilles Finchelstein, Thomas Manz,
Max-Valentin Robert, Francis Wolff

09_2021 : La reconquête de la souveraineté alimentaire en Afrique. État des lieux et propositions
Pierre Jacquemot

10_2021 : Le dossier Zemmour. Idéologie, image, électorat
Coordonné par Gilles Finchelstein

11_2021 : Tableau politique de « la France d'après »
Jérôme Fourquet

12_2021 : Plaidoyer pour un Parlement renforcé. 25 propositions concrètes
pour rééquilibrer les pouvoirs
Yaël Braun-Pivet

01_2022 : Régime parlementaire ou régime présidentiel ? Faire le choix des citoyennes
et des citoyens
Emmanuel Grégoire, Axelle Lemaire, Hugo Le Neveu-Dejault

01_2022 : Quel hôpital en 2030 ?
Ariel Frajerman

01_2022 : Générations : le grand fossé ?
Départements solidaires

01_2022 : L'urgence du temps long : un nouveau rapport État/entreprises
pour une prospérité durable
Pascal Demurger

-  [fondationjeanjaures](https://www.facebook.com/fondationjeanjaures)
-  [@j_jaures](https://twitter.com/@j_jaures)
-  [fondation-jean-jaures](https://www.linkedin.com/company/fondation-jean-jaures)
-  www.youtube.com/c/FondationJeanJaures

www.jean-jaures.org



Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS